

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DU DOUBS

MAIRIE DE
BESANÇON



Arrêté du Maire de la Ville de Besançon

Reçu en préfecture le 30/12/2025

ID : 025-212500565-20251230-DSTP2500A428-AR

Publié le : 31/12/2025

DSTP.25.00.A428

OBJET : Etablissement recevant du public de type M 4ème catégorie Magasin
Aldi – 17 rue René Char à Besançon – Ouverture au public

La Maire de la Ville de Besançon,
Vu les articles L 2212.1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,
Vu le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (arrêté ministériel du 25 juin 1980) portant approbation du règlement de sécurité applicable à l'établissement concerné,
Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1981 relatif aux établissements recevant du public de type M,
Vu les instructions techniques n° 246 et 247 relatives au désenfumage et mécanismes de déclenchements des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage,
Vu la visite effectuée le 4 novembre 2025 par le groupe de visite de la Sous-Commission ERP/IGH du Doubs dans les locaux du magasin Aldi, 17 rue René Char à Besançon,
Considérant l'avis favorable émis le 4 décembre par la Sous-Commission ERP/IGH du Doubs à l'autorisation d'ouverture au public du magasin Aldi, 17 rue René Char à Besançon,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est autorisée l'ouverture au public du magasin Aldi, 17 rue René Char à Besançon,

Article 2 : L'effectif total susceptible d'y être accueilli sera de 279 personnes.

Article 3 : Les prescriptions suivantes devront être respectées :

Prescriptions permanentes :

1 - Tenir à jour le registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et, en particulier :

- l'état du personnel chargé du service incendie,
- les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie,
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu,
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

2 – Lors de l'utilisation de locaux pour une manifestation ou activité autres que celles attribuées à l'établissement, assurer la surveillance de l'établissement par un personnel désigné ou mettre en place une convention entre l'exploitant et l'organisateur de l'évènement.

3 - En cours d'exploitation, l'exploitant devra faire procéder **annuellement** aux vérifications et contrôles techniques des installations suivantes :



Par une entreprise ou un technicien qualifié

Dans le cadre d'un contrat d'entretien

- Portes coupe-feu avec détecteurs autonomes déclencheurs	CO 47
- Portes coulissantes motorisées	CO 47
- Equipement d'alarme	MS 68

Par une entreprise ou un technicien qualifié

Sans obligation de contrat

- Installations électriques	EL 19
- Eclairage de sécurité	EC 15
- Déserfumage naturel	DF 10
- Chauffage et ventilation	CH 58
- Installations gaz	GZ 30
- Moyens de secours	MS 72

Tenir à la disposition de la Commission de Sécurité les rapports de vérification des installations techniques.

4 – Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour affichées sur supports fixes et inaltérables doivent indiquer :

- les modalités d'alerte des Sapeurs-Pompiers
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement
- l'accueil et le guidage des Sapeurs-Pompiers

5 - Afficher de façon apparente près de l'entrée principale un "AVIS" relatif au contrôle de la sécurité.

Article 4 : Le passage de la Commission de Sécurité devra être sollicité tous les 5 ans.

Article 5 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal Administratif de Besançon dans les deux mois suivant la publicité de l'arrêté.

Article 6 : Le Directeur Général des Services et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au registre des arrêtés et sur le site internet de la Ville,
- adressé en Préfecture.

Besançon, le

30 DEC. 2005

La Maire

Anne VIGNOT

L'Adjoint à la Maire,
Délégué à la Santé et à la Prévention des Risques



Gilles SPICHER